

Concours : Premier concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique portant sur un sujet de droit pénal et de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1

L'article 427 du Code de procédure pénale (ci-après « CPP ») consacre le principe de la liberté de la preuve en affirmant que « Hors les cas où la loi en dispose autrement, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve (...) ». Il convient néanmoins d'opérer une distinction entre les parties privées qui, ne disposant d'aucun moyen coercitif pour obtenir des preuves de la commission d'infraction, ne sont pas soumises à quelque exigence de loyauté ; et les autorités publiques qui, elles, sont soumises à un principe de loyauté dans l'établissement et la recherche de preuves. Cette différence de traitement s'explique par la différence de pouvoirs entre les parties à la procédure.

Soumises au principe de loyauté de la preuve, les autorités publiques (magistrats, officiers de police judiciaire agissant ou non sur commission rogatoire) sont tenues de n'apporter à la procédure que des preuves loyales ou licites, à peine d'être irrecevables. Il convient d'encore d'opérer une distinction entre les provocations à l'infraction et les provocations à la preuve.

Les provocations à l'infraction sont illicites. Dans un arrêt rendu par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) le 9 juin 1998, Teixeira de Castro c/ Portugal, il a été décidé qu'une telle provocation à l'infraction violait l'article 6 § 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (Conv. EDH). En l'espèce, il était question de deux policiers qui

auraient eu pour effet d'activer l'activité d'agents infiltrés en provoquant l'irraction car rien n'indiquait que, sans leur intervention, celle-ci aurait été perpétrée. La Cour a considéré que leur intervention et son utilisation dans la procédure pénale litigieuse avait privé *ab initio* et définitivement le requérant d'un procès équitable. Dans un arrêt de Grande chambre, Ramanauskas c/ Lituanie rendu le 5 février 2008, la CEDH a également considéré que provoquer le requérant à commettre l'irraction pour laquelle il a été condamné alors que rien n'indiquait que sans l'intervention de A.Z. et V.S. celle-ci aurait été commise, prive le procès du requérant du caractère équitable requis par l'article 6 de la Conv. EDH.

En revanche, les provocations à la preuve sont en principe admissibles à condition qu'elles soient mises en œuvre dans le cadre de l'élaboration d'un stratagème passif et non actif.

À propos des stratagèmes passifs, la Cour de cassation dans un arrêt Cass. crim. 16 janvier 2008, a considéré que ne constitue pas un stratagème portant atteinte à la loyauté des preuves, l'intervention des gendarmes qui a eu pour seul effet de permettre la constatation d'un délit dont ils n'ont pas déterminé la commission. Aussi, par un arrêt récent d'Assemblée plénière du 9 décembre 2019, la Cour de cassation a rappelé que seul est proscrit le stratagème qui par un contournement ou un détournement d'une règle de procédure, a pour objet ou pour effet de viciar la recherche de la preuve en portant atteinte à l'un des droits essentiels ou à l'une des garanties fondamentales de la personne suspectée ou poursuivie. Par exemple, constitue un stratagème actif prohibé portant atteinte au droit à un procès équitable et au principe de loyauté des preuves le stratagème qui en vicie la recherche par un agent de la force publique : en l'occurrence l'agent pour le procureur de la République de donner l'ordre à un OPT de se substituer à la victime supposée d'un chantage dans les négociations avec les auteurs de celui-ci, cet enquêteur ayant eu avec elle d'entre eux plusieurs conversations téléphoniques dont certaines ont conduit à l'interpellation des mis en cause (Cass. crim. 11 juillet 2017).

En l'espèce, l'OPT a utilisé un pseudonyme se faisant passer pour la supposée victime, Victor Dubois, afin d'échanger

plusieurs conversations téléphoniques avec l'un des membres du groupe tentant d'extorquer Victor Dubois. Or certaines conversations ont eu lieu à l'initiative du policier, tout comme le rendez-vous avec Nicolas Martin qui a été fixé par le policier. C'est ce rendez-vous qui a eu lieu le 30 novembre 2019 qui a permis l'interpellation de Nicolas Martin et des trois comparses qui leuaient menacé Victor Dubois à plusieurs reprises. Les faits se rapprochent donc de ceux ayant conduit à la décision Cass. crim. 11 juillet 2017. Le policier a mené un stratagème actif pour obtenir l'apparition de la preuve de l'interaction conduisant à l'interpellation des quatre protagonistes.

Néanmoins, la décision d'Assemblée plénière du 9 décembre 2019 a été rendue dans la même affaire que celle ayant donné lieu à l'arrêt du 11 juillet 2017. Dès lors il convient de considérer en l'espèce que l'officier de police sous pseudonyme n'a pas opéré de détournement d'une règle de procédure en représentant D. Dubois dans des négociations, il n'a fait que révéler les intentions de Nicolas Martin, ses déterminations et la constance de ses menaces. En conséquence, des actes accomplis par le policier ne peuvent être regardés comme une atteinte au principe de loyauté et ne sauraient affecter la validité de la procédure.

Question 2

Sandrine Bernard a été mise en examen du chef de tentative d'extorsion puis placée en détention provisoire pendant trois mois avant d'être mise en liberté sous contrôle judiciaire. Or elle n'en respecte pas les obligations.

Quelles sont les conséquences du non-respect par le mis en examen des obligations prescrites dans le cadre de son contrôle judiciaire ?

Tout d'abord, il convient de préciser qu'en application des articles 312-1, 312-9 et 121-5 du Code pénal, Sandrine Bernard encourt 7 ans d'emprisonnement et 100 000 € d'amende pour tentative d'extorsion.

L'article 138 du CPP liste des obligations auxquelles peut être soumis la personne mise en examen placée sous

contrôle judiciaire. L'article 141-2 du CPP prévoit l'hypothèse où la personne mise en examen ne respecterait pas les obligations du contrôle judiciaire. Dans ce cas, le juge d'instruction saisi pourrait décerner à son encontre mandat d'arrêt ou d'amener et également saisir le juge des libertés et de la détention (JLD) aux fins de placement en détention provisoire. Le JLD peut alors, quelle que soit la durée d'emprisonnement encourue, décerner un mandat de dépôt en vue de sa détention provisoire, sous réserve des dispositions de l'article 141-3 du CPP.

La Cour de cassation a précisé dans un arrêt Cass. crim. 13 octobre 1998 qu'en cas de manquement aux obligations du contrôle judiciaire, la décision de placement en détention provisoire prise pour sanctionner l'inexécution n'a pas à être motivée par des considérations de droit et de fait répondant aux exigences de l'article 144 du CPP. Ainsi, le seul manquement aux obligations du contrôle judiciaire permet de justifier le placement en détention provisoire. Néanmoins le débat contradictoire avec le JLD devra être organisé conformément à l'art. 145 du CPP (Cass. crim., 20 décembre 1983).

En l'espèce, Sandrine Bernard ne respecte aucune des obligations fixées dans le cadre de son contrôle judiciaire, elle pourra donc parfaitement à nouveau être placée en détention provisoire.

En revanche, au sujet de la durée de la mesure, il est nécessaire de se référer à l'art. 141-3 du CPP selon lequel « lorsque la détention provisoire est ordonnée à la suite d'une révocation du contrôle judiciaire à l'encontre d'une personne antérieurement placée en détention provisoire pour les mêmes faits, la durée cumulée des détentions ne peut excéder de plus de quatre mois la durée maximale de la détention prévue à l'article 145-1 du CPP » qui lui-même prévoit une durée de détention provisoire qui ne peut excéder quatre mois en matière correctionnelle, sauf prolongations exceptionnelles.

Par conséquent dans le cas de Sandrine Bernard qui a déjà effectuée une détention provisoire de trois mois, il conviendra de respecter les exigences de délais des articles 145-1 et 141-3 du CPP.

Concours section : 1er concours d'accès
Epreuve matière : Cas pratique droit/procédure

N° Anonymat : JUMIK542 RA

Nombre de pages : 8

16.5 / 20

Concours : Premier concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique portant sur un sujet de droit pénal et de procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 3

Concernant des faits révélés par Victor Dubois et qui selon le parquet peuvent recevoir la qualification d'extorsion en bande organisée et d'association de malfaiteurs, il convient de détailler les possibilités offertes au magistrat du parquet puisque ces faits ne sont pas visés par le réquisitoire introductif.

Le magistrat du parquet souhaite poursuivre des investigations concernant ces faits.

En application de l'article 80 du CPP, le procureur de la République peut soit requérir du juge d'instruction par réquisitoire supplétif, qu'il informe sur ces nouveaux faits; soit requérir l'ouverture d'une information distincte; soit saisir la juridiction de jugement; soit ordonner une enquête lorsqu'apparaissent de nouveaux faits.

En l'espèce, le besoin de poursuivre des investigations et la proximité entre les différents faits dont est soupçonné Nicolas Martin font présumer le choix du magistrat du parquet pour un réquisitoire supplétif afin que le juge d'instruction chargé d'instruire le premier dossier, s'occupe également des seconds faits.

Les faits d'extorsion en bande organisée sont punis par l'article 312-6 du Code pénal de 20 ans de réclusion criminelle et 150 000 € d'amende.

N°

5/8

La mise en examen de Nicolas Martin de ce chef permettrait l'application de l'article 145-2 du CPP concernant la durée de la détention provisoire en matière criminelle. Par principe, la durée est d'un an, sauf prolongations exceptionnelles.

La Cour de cassation a précisé dans un arrêt Cass. crim., 29 octobre 1991 qu'en cas de nouvelle inculpation, le titre initial de détention demeure valable, la détention se trouvant alors soumise aux règles qui découlent de la nouvelle inculpation. Le délai d'un an commence donc à courir à compter de la date du mandat de dépôt initial.

Par conséquent, si Nicolas Martin est également mis en examen du chef d'extorsion en bande organisée et association de malfaiteurs, sous réserve que les conditions de la détention provisoire restent remplies, les règles relatives à la durée en matière criminelle s'appliquent mais le délai commencera à courir à compter du premier jour de détention provisoire du chef de tentative d'extorsion.

Question 4

Une double qualification d'extorsion en bande organisée et d'association de malfaiteurs est-elle possible concernant les seconds faits ?

La bande organisée est définie par l'article 132-71 du Code pénal comme tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels d'une ou plusieurs infractions. La Cour de cassation a précisé dans un arrêt Cass. crim. 8 juillet 2015 que la bande organisée suppose la préméditation des infractions et une organisation structurée entre ses membres appartenant à une structure existant depuis un certain temps.

En l'espèce, l'organisation soupçonnée est structurée, a réalisé des extorsions auprès de plusieurs entreprises de la région, Nicolas Martin étant vraisemblablement le chef du groupe qui envoie ses trois comparses faire des menaces.

Le délit d'extorsion réprimé par l'article 312-1 du Code pénal est constitué dans son élément matériel par des violences, menaces de violences ou contrainte dans le but d'obtenir une signature, un engagement, une renonciation ou la révélation d'un secret, la remise de fonds ou d'un bien. En l'espèce, le groupe agit en menaçant les dirigeants d'entreprise de destruction ou d'incendie pour obtenir une somme d'argent (50 000 € demandés à Victor Dubois).

Concernant l'élément moral, l'extorsion est un délit intentionnel caractérisé par la conscience d'obtenir par la contrainte ce qui n'aurait pu être obtenu par un accord valablement consenti. Dès lors que des individus menacent des dirigeants d'incendie et destruction, ils ont bien conscience de la contrainte exercée par eux-ci.

L'extorsion aggravée par la bande organisée est donc bien caractérisée.

L'article 450-1 du Code pénal réprime le délit d'association de malfaiteurs dont l'élément matériel ressemble à celui de la bande organisée. Néanmoins elle n'exige pas la détermination d'une organisation structurée.

Dans un arrêt Cass. crim., 16 mai 2018 la Cour de cassation a retenu qu'en vertu du principe *non bis in idem* les faits qui procèdent de manière indissociable d'une action unique caractérisée par une seule intention coupable ne peuvent être retenus comme élément constitutif d'une infraction et circonstance aggravante d'une autre infraction. Néanmoins ce principe de la Cour d'appel qui retient des faits constitutifs d'association de malfaiteurs indissociables de ceux caractérisant la bande organisée comme circonstance aggravante de l'infraction d'escroquerie dont elle a déclaré le prévenu coupable.

En revanche, dans un arrêt Cass. crim., 19 janvier 2019, la Cour de cassation a admis que le principe *non bis in idem* n'est pas méconnue dans le même cas de figure dès lors que les éléments constitutifs du délit d'association de malfaiteurs et la circonstance aggravante du second délit correspondent à des faits distincts.

En l'espèce, les faits en question semblent caractériser une action unique empêchant la double qualification d'extorsion en bande organisée et d'association de malfaiteurs.

Question 5

Quelles sont les conditions de régularité de la requalification en complicité opérée par la juridiction de jugement ?

Selon l'article 388 du CPP, le tribunal correctionnel est saisi des infractions de sa compétence notamment par renvoi ordonné par la juridiction d'instruction.

En l'espèce, à l'issue de l'information, Sandrine Bernard a été renvoyée en qualité de coauteur devant la juridiction de jugement qui n'a retenu à son encontre qu'une complicité.

Dans un arrêt CEDH, 25 mars 1999, Pelissier et Sassi c/ France, la Cour a estimé que la cour d'appel devait, faisant usage de son droit contesté de requalifier les faits dont elle était saisie, donner la possibilité aux requérants d'exercer leurs droits de défense sur ce point d'une manière concrète et effective, en temps utile, en application de l'article 6 § 1 Conv. EDH.

Dans un arrêt Cass. crim., 16 mai 2004, la Cour de cassation a considéré que lorsque des juges répressifs sont amenés à requalifier les faits dont ils sont saisis, ils doivent donner la possibilité au prévenu de présenter sa défense sur la nouvelle qualification envisagée.

Ainsi, que cela soit en première instance ou à hauteur d'appel, afin de respecter les exigences du respect du procès équitable, la requalification opérée doit être suivie d'un temps nécessaire pour que le prévenu, en l'occurrence Sandrine Bernard, puisse adapter sa défense en bénéficiant d'un temps utile. Elle pourra ainsi s'expliquer sur cette requalification.